

Communiqué de la MINUSCA en réponse aux articles sur des allégations d'exploitation et abus sexuels par des Casques bleus en République centrafricaine

Bangui, 17 octobre 2024 - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a pris connaissance des articles publiés le 16 octobre 2024 sur les sites web de *The New Humanitarian* et du journal *Le Monde* concernant des allégations d'exploitation et abus sexuels qui auraient été commis par des Casques bleus en République centrafricaine.

Nous notons avec regret que les articles, pour lesquels nous avons fourni des informations détaillées, mentionnent des contingents qui n'ont jamais été déployés dans les localités où les cas présumés auraient eu lieu.

Alors que les articles reposent principalement sur des témoignages présumés de victimes qui, pour diverses raisons, n'ont pas pu ou souhaité signaler les abus présumés, la MINUSCA rappelle qu'elle a mis en place de nombreuses mesures de prévention contre les actes d'exploitation et abus sexuels. Ces mesures incluent des campagnes de sensibilisation sur le terrain et la diffusion de spots radios et de SMS.

La Mission a également établi un dispositif qui permet aux victimes de signaler les faits par le biais de plusieurs canaux. La MINUSCA dispose en effet d'une ligne téléphonique gratuite (4044) ainsi que de 48 comités locaux de prévention et de réponse composés de plus de 1 000 hommes et femmes issus des communautés locales, qui servent de relais essentiels entre les communautés et la Mission, y compris dans les zones les plus reculées où la Mission opère. Les victimes peuvent également contacter directement les personnels de la MINUSCA, des agences de l'ONU ou des ONG partenaires présentes sur le terrain.

En outre, la prise en charge des victimes est au cœur de notre stratégie globale de prévention et de réponse aux actes d'exploitation et d'abus sexuels. Une fois leur déclaration enregistrée, les victimes sont orientées vers des prestataires de services sélectionnés sur la base de leur expertise en soutien aux victimes de violences basées sur le genre. Il s'agit de spécialistes qui s'assurent que les victimes sont en sécurité. De plus, ils leur fournissent des services dans les domaines médical, psychologique, juridique et de l'éducation ainsi qu'une aide matérielle de base incluant des vêtements et de la nourriture.

Au sein de la MINUSCA, une spécialiste principale des droits des victimes apporte un appui au suivi et à la coordination de la prise en charge et de l'accompagnement des victimes pour s'assurer que leurs droits sont respectés parmi lesquels le droit à la dignité et à l'écoute.

Chaque allégation reçue par la MINUSCA fait l'objet d'une enquête rigoureuse. Lorsque les faits sont avérés, des sanctions exemplaires sont appliquées tant à l'encontre du personnel incriminé que de son commandement hiérarchique et de tout personnel ayant eu connaissance et failli au rapport des allégations. Les sanctions disciplinaires peuvent aller jusqu'à l'expulsion de contingents entiers.

La MINUSCA réaffirme que toute exploitation et tout abus sexuel sont inacceptables et que l'assistance multiforme aux victimes identifiées, dans le respect de leur dignité, reste la priorité de la Mission.

La MINUSCA reste fermement engagée à la mise en œuvre de son mandat pour la stabilité et une paix durables pour tous les Centrafricains sur l'ensemble du territoire national.